

Les Cahiers
du CRH

Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

36 | 2005

Pour une histoire de la recherche collective en
sciences sociales

Une modalité de la recherche collective en histoire du très contemporain

L'enquête de réseau et les correspondants départementaux de l'Institut
d'Histoire du Temps Présent

Denis Peschanski



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3051>

DOI : 10.4000/ccrh.3051

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2005

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Denis Peschanski, « Une modalité de la recherche collective en histoire du très contemporain », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 36 | 2005, mis en ligne le 31 mai 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3051> ; DOI : 10.4000/ccrh.3051

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Une modalité de la recherche collective en histoire du très contemporain

L'enquête de réseau et les correspondants départementaux de l'Institut d'Histoire du Temps Présent

Denis Peschanski

- 1 C'est bien d'une expérience dans un laboratoire dont il s'agit de parler ici. La difficulté tiendra peut-être dans le statut qui est le mien : responsable du réseau des correspondants de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) entre 1982 et 1996, je rendrai compte d'une expérience à la fois individuelle et collective. Il s'est agi pour l'essentiel de mener en équipe, avec plusieurs dizaines de correspondants départementaux répartis dans tout le territoire national, des enquêtes communes sur une problématique et des objectifs partagés. Le terrain de prédilection est le cœur du XX^e siècle français, autour de la Seconde Guerre mondiale. L'expérience est unique, à ma connaissance, et elle méritait sans doute qu'on prenne un minimum de recul pour en rendre compte.
- 2 Je m'y essaierai ici en retraçant l'histoire de cette structure si originale, en m'arrêtant sur le type d'écriture historique ainsi produite puis en m'interrogeant sur les conséquences structurelles et organisationnelles d'un tel choix.

Héritage et ruptures

- 3 Il s'agit moins ici de retracer l'historique précis de cette institution des correspondants que de signaler la force de l'héritage et les lieux de rupture. De fait, l'originalité de cette structure départementalisée est très directement contrainte par cette histoire « longue », mais, d'évidence, ce n'est plus du tout la même histoire qui a été écrite.

La structure

- 4 Il faut remonter à la Libération pour trouver la double origine de cette structure de recherche.
- 5 En effet, en octobre 1944, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) créait le Comité d'histoire de l'occupation et de la libération de la France (CHOLF) rattaché au ministère de l'Éducation nationale. Le comité mêlait significativement des historiens et des politiques. Quelques mois plus tard, en 1945, un Comité d'histoire de la guerre (CHG) était institué, qui avait pour fonction de réunir les fonds documentaires sur la Seconde Guerre mondiale. Ce comité était rattaché à la présidence du Conseil. Dans cette première phase, Lucien Febvre joua un rôle central, de même qu'il prit la présidence en 1945 de la Société des historiens locaux qui avait pour objectif de rassembler (et de susciter) des monographies et de les contrôler avant publication.
- 6 Mais, très rapidement, une autre personnalité, Henri Michel, joua un rôle moteur. Il fut ainsi à l'origine (et à l'arrivée) de la fusion en 1951 entre le CHOLF et le CHG qui donna naissance au Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CH2GM).
- 7 Le rattachement aux services de la présidence du Conseil puis du Premier ministre signe le caractère très officiel de l'institution et les contraintes qu'on imagine. En l'occurrence, la CH2GM fut un pilier central dans le partage et la convergence mémoriels qui caractérisèrent les années 1960 : mémoire communiste d'un côté, mémoire gaulliste et résistance intérieure non communiste de l'autre. Les engagements politiques initiaux d'Henri Michel et ses capacités d'adaptation, après le retour de Charles De Gaulle au pouvoir, expliquent l'originalité de ce positionnement, le CH2GM se faisant l'instrument privilégié d'une convergence des résistances non communistes.
- 8 Compte tenu des contraintes imposées à l'ouverture des archives jusqu'à la fin des années soixante-dix et des travaux réalisés de fait par le Comité, on évitera de tracer le tableau uniforme d'une historiographie officielle au service de l'État. Pour autant il fallait une rupture pour espérer construire une historiographie incontestable, au moins sur ce terrain. Cette rupture fut de plusieurs ordres : au CH2GM succéda l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) qui releva dès lors, comme laboratoire propre, du seul CNRS. Sous la houlette de François Bédarida, il déplaça les bornes chronologiques, puisque le « temps présent » avait en gros vocation à couvrir la période allant de la dernière guerre à aujourd'hui. Ce qui peut paraître aujourd'hui trivial ne l'était guère à l'époque : le très contemporain n'était pas un territoire reconnu à l'historien.

Le statut et le travail des correspondants départementaux

- 9 Très rapidement, Henri Michel décida de s'appuyer sur un réseau de correspondants départementaux. Ceux-ci se voyaient fixer un double objectif : récolter des archives écrites et orales ; rassembler des données dites de base. De cette deuxième procédure relèvent de vastes enquêtes sur la chronologie de la Résistance, l'épuration, les mouvements de collaboration ou le service du travail obligatoire (STO). Malgré le patronage originel de Lucien Febvre (mais ne partageait-il pas cette conception pour cette période, comme on le remarque souvent avec d'autres historiens-acteurs ?), cela renvoyait à une vision néo-positiviste de l'Histoire, où l'accumulation des « faits de résistance » (si possible des actions militaires) devait suffire à rendre compte de la

Résistance. Longtemps les enquêtes reposèrent sur une division drastique des tâches : aux correspondants incombait la responsabilité de récolter les archives et les renseignements dits bruts, au responsable revenait la tâche d'opérer une synthèse. Cette structure duale et hiérarchisée s'appuyait sur une certaine conception de l'histoire (dualité entre établissement des faits et interprétation) et du travail de groupe.

- 10 Souvent historiens de formation, mais pas toujours, les correspondants du CH2GM avaient la légitimité du combat résistant. Ils étaient une forme de notable dans leurs départements, même si cette notabilité n'avait guère à voir avec les enjeux traditionnels du pouvoir politique. Pour mener à terme leurs enquêtes, ils profitaient d'une dérogation exceptionnelle et unique, puisque leur statut leur donnait accès à l'ensemble des archives de la Seconde Guerre mondiale, alors même qu'elles étaient fermées à tout autre. Ce statut officiel était renforcé par un symbole, la carte tricolore de correspondant du CH2GM. En effet, l'habilitation du préfet, et donc une enquête préalable des Renseignements généraux, conditionnaient le rattachement au réseau.
- 11 Quand, en 1982, j'ai succédé à l'historien Claude Lévy comme responsable du réseau des correspondants départementaux, je n'ai pas rompu avec quelques-uns de ces « signes extérieurs ». Il en fut ainsi de la carte de correspondant qui, si elle n'était plus tricolore, n'était toujours donnée qu'après habilitation du préfet. D'évidence, ce système devait faciliter l'accès aux archives.
- 12 Cependant, le statut du correspondant changea dans les années 1980 et 1990. Le contexte est connu : une nouvelle loi des archives promulguée en 1979 permettait, par dérogation nominale, l'accès aux documents concernés (et qui, pour la plupart, échappaient à la règle trentenaire pour la règle de fait soixantenaire) ; l'histoire prenait une place toujours plus importante ; la médiatisation se diversifiait et changeait d'échelle ; la révolution paxtonienne des années soixante-dix (au moins parmi les historiens), les années commémoratives (le cinquantenaire surtout), l'actualité judiciaire, la polarisation nouvelle et accélérée sur le sort des Juifs de France et le changement de génération politique donnaient une nouvelle actualité à la dernière guerre et un éclairage particulier à l'écriture de son histoire.

Quelle histoire ?

Quel réseau ?

- 13 Le recrutement fut régulier, mais connut une impulsion décisive au début des années quatre-vingt quand, prenant le réseau en mains, j'ai fait un tour de France. Au pic du processus, au début des années quatre-vingt-dix, les réunions centrales rassemblèrent jusqu'à une soixantaine de personnes. La répartition dans le territoire n'était pas une question simple. Il était utopique de prétendre à l'exhaustivité. Fallait-il d'ailleurs y prétendre ? Nous cherchions, en fait, à être implantés dans suffisamment de départements pour couvrir tous les cas de figure possible. Il y avait ce qu'on pouvait prévoir : il était impensable de ne pas voir représentée telle ou telle région ; il y avait ce qui tenait à l'enquête : tel ou tel type de questionnement appelait des cas de figure repérables *a priori* qui se devaient d'être représentés. Il fallut donc, le cas échéant, s'appuyer sur des collaborations ponctuelles pour combler les trous.

- 14 Dans le même temps, changement de génération aussi, il y avait parmi ces collaborations, les correspondants de l'IHTP. En prenant en compte le remplacement normal des départs et le recrutement de correspondants dans de nouveaux départements, plus des deux tiers de l'équipe furent ainsi renouvelés en quelques années. On veillera à ne pas caricaturer la situation antérieure : depuis le début des années soixante-dix, le CH2GM avait déjà recruté des enseignants qui sont aujourd'hui, en l'occurrence, les meilleurs historiens de la France des années noires et les tenants d'une nouvelle écriture de cette histoire. Mais, dans les années où j'ai eu à m'en occuper, le réseau des correspondants de l'IHTP fut constitué pour l'essentiel d'enseignants du secondaire. Avec le temps, un nombre certain rejoignit l'Université, ce qui permit de complexifier et de densifier le réseau en prenant appui sur ces relais universitaires, éléments structurants du réseau, même si ce processus n'eut pas le temps d'être développé jusqu'au bout.

Quel type de travail ?

- 15 Tant il est vrai qu'en cherchant à savoir, d'abord, ce que n'est pas ce travail, on est conduit à mieux le définir, je propose une ébauche de typologie. Mais il ne s'agit là que d'une ébauche qui s'attache, en outre, aux seules modalités de travail collectif en histoire observées dans les dernières décennies.
- 16 – Ce n'est donc pas une *écriture partagée*, symbolisée par l'écriture d'un livre à deux ou trois mains. Il y a là une forte unité thématique et problématique, la division du travail s'opérant entre les divers auteurs.
- 17 – Ce n'est pas non plus une *écriture convergente intradisciplinaire*, en l'occurrence la forme la plus fréquente d'écriture où le thème, commun, se situe à un degré suffisant de généralité pour permettre des questionnements propres à chaque contribution.
- 18 – Ce n'est pas une *écriture convergente interdisciplinaire* où le thème est commun et où la richesse tient à la diversité des questionnements en fonction de la méthode privilégiée.
- 19 – Ce n'est pas enfin une *écriture convergente comparatiste*, plus rare encore, le comparatisme imposant ses règles en amont de la démarche.
- 20 – Une fois le modèle stabilisé, le travail des correspondants départementaux de l'IHTP relèverait plutôt de *l'enquête de réseau*. Comment fonctionnait-il concrètement ?
- 21 Le choix du sujet représentait la première et principale difficulté. Il s'agissait, en effet, d'articuler les objectifs généraux du laboratoire, les spécificités du groupe et les possibilités archivistiques. Avec une contrainte : l'échelle départementale, qui imposait qu'une telle enquête était réalisable à ce niveau et, mieux, que ce niveau était particulièrement pertinent pour le sujet. Pour permettre à chacun de s'y retrouver, on prit bientôt la règle de mener en parallèle deux sujets bien différents, ce qui permettait d'associer le maximum de chercheurs.
- 22 Le pilotage de l'enquête était, en général, assuré en commun par un chercheur du laboratoire et, soit l'un des correspondants, soit un historien associé ainsi au laboratoire. Ils proposaient un texte de cadrage. Dès lors, le travail devait durer de quatre à cinq ans, et être mené avec tous les volontaires. En amont, on pouvait compter sur quarante ou cinquante chercheurs travaillant donc de conserve sur le même sujet. Trois réunions étaient organisées chaque année, qui permettaient d'affiner la problématique, de tester les hypothèses de travail à partir de rapports d'étapes ou d'exposés plus spécialisés et de repérer les points de blocage (accès aux sources ; charges de travail ; faisabilité et

fécondité de tel ou tel axe défini *a priori*). En aval, il y avait, en général, un colloque et une publication. Même si l'on ne retrouvait pas le même nombre de contributions, il s'agissait là d'un vrai défi, puisque le produit final devait être lisible, alors même que l'éclatement de l'étude et les contraintes de l'échelle impliquaient un mode d'exposé répétitif, cyclique plus que linéaire.

- 23 Pour autant, ce mode de travail collectif reproduisait le cheminement de la démarche historienne, fait d'allers-retours réguliers entre le questionnement et les sources qui permettent de le valider ou non, de l'affiner et de le préciser, jusqu'à la construction de l'objet, provisoirement, définitif.

Quelle histoire écrit-on ?

- 24 Dans les limites choisies ou imposées (la France, l'échelle départementale, le très contemporain), le processus aboutit à des résultats importants qu'aucun autre mode d'écriture n'aurait permis d'atteindre. Ce fut ainsi le cas pour le Parti communiste français (le PCF) 1938-1941 (Jean-Pierre Rioux, Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost, Presses de la FNSP), les commémorations de la 2^e Guerre mondiale (Robert Frank, éditions du CNRS), les (petites) entreprises pendant la guerre (Robert Frank, Alain Beltran, Henry Rousso, Belin), les pouvoirs à la Libération (Philippe Buton, Jean-Marie Guillon, Belin), le temps des restrictions 1939-1949 (Jean-Marie Flonneau, Dominique Veillon, *Cahiers de l'IHTP*), les élites locales 1935-1953 (Gilles Le Beguec, Denis Peschanski, CNRS-Éditions) et la police des années trente aux années cinquante (Jean-Marc Berlière, Denis Peschanski, La Documentation Française)¹.
- 25 L'apport central tient dans le couple singularité/unité. Il faut imaginer la force de frappe d'un tel réseau, puisque plusieurs dizaines de chercheurs sont amenés à travailler, chacun dans son espace de référence, sur un même sujet et une problématique partagée, toujours plus enrichie en commun. Une telle démarche permet d'éviter deux écueils majeurs : l'exemple local qu'on généralise sans savoir s'il est illustratif ou atypique ; le modèle qu'on ne peut valider par des études de cas ni un jeu sur les échelles d'analyse.
- 26 Cela permet de répondre à quelques questions majeures, comme seule pouvait le faire une telle enquête. À titre d'exemple, le travail sur la police française a mis en évidence l'importance différenciée des épurations (1940, 1941, 1944) dans un contexte doublement exceptionnel, celui de la guerre et de l'occupation, celui d'une réforme structurelle fondamentale et durable, à savoir l'étatisation.
- 27 Cela permet aussi, et le plus souvent, de montrer toute la complexité de la réalité analysée. À ce sujet, une anecdote mérite d'être contée : à l'issue du colloque mettant un point final à l'enquête sur les élites locales de 1935 à 1953, nous fûmes trois à tirer les conclusions. Or, pour Gilles Le Béguéc, les travaux mettaient avant tout en évidence la continuité, tandis qu'avec la même évidence je soulignais les ruptures, alors que Gérard Grunberg considéra qu'à bien des égards la guerre constitua un frein dans des changements déjà largement engagés. Inutile de préciser que nous ne nous étions pas concertés auparavant. Inutile d'ajouter que chacun rendait compte avec la même justesse de la réalité des phénomènes analysés. De fait, les trois lectures étaient recevables.
- 28 Toujours est-il que, si cette histoire mérite d'être ainsi écrite, on aura du mal à la définir. Elle se rattacherait bien à la micro-histoire par l'échelle choisie ; pour autant il ne s'agit pas d'un travail convergent sur le même objet temporel et spatial visant à tirer tous les

fil à vocation interprétative plus globale. On retiendra les trois caractéristiques principales de cette écriture : il s'agit bien d'une histoire « d'en bas » ; la masse critique vient compenser l'éclatement induit par le niveau privilégié d'analyse ; cette masse critique offre une passerelle pour aboutir à un certain degré de généralité.

Du réseau au laboratoire

- 29 Mais d'évidence, ce type de structure n'a pas de conséquences que sur l'écriture de l'histoire, mais aussi sur le laboratoire qui la porte. Cela conduit également à s'interroger sur la place des laboratoires dans l'organisation de la recherche.

Un bénéfice partagé

- 30 Les résultats que nous avons évoqués suffisent à mettre en évidence le premier bénéfice d'un tel réseau pour le laboratoire concerné, à savoir la qualité de la production. Il y a aussi un effet démultiplicateur. Même son histoire a donné à l'IHTP, laboratoire propre du CNRS, un caractère particulier, la force de frappe de ses membres de plein exercice, chercheurs et ITA, est nécessairement limitée. La richesse tient dans les réseaux que ces membres, ou le laboratoire collectivement, peuvent tisser. L'existence d'un réseau de correspondants départementaux a donné à l'IHTP une assise locale et régionale inégalable. Ce réseau représentait un atout majeur dans les partenariats nationaux et internationaux, puisqu'il offrait le nombre, la qualité et le jeu sur les échelles.
- 31 Dans cette perspective, le réseau constitua un vivier au-delà des seules enquêtes. Citons deux exemples. Nombre de correspondants furent sollicités pour le vaste colloque international organisé en 1990 sur « Vichy et les Français ». Ils permirent en particulier de relever le défi intellectuel, à savoir une réflexion sur le degré d'emprise de l'État sur la société et le degré d'autonomie de la société. Cela accompagnait un changement d'approche, la « révolution paxtonienne » ayant porté, pour l'essentiel, sur le seul État et la technostructure. Quelques années plus tard, ce fut l'aventure de six colloques sur la Résistance qui ont permis de changer bien des perspectives. Là jouèrent à plein les relais universitaires, organisateurs de ces colloques, qui formaient le noyau structurant du réseau, tandis que nombre de correspondants participèrent à tout ou partie de ces colloques.
- 32 Pour autant, si le « contrat » était respecté, le bénéfice était partagé. Dans ces enquêtes collectives et ces réunions régulières, les correspondants trouvaient un lieu de formation à la recherche privilégié et original, une formation par l'échange et la confrontation. Ils y trouvaient aussi une légitimité accrue de leurs travaux individuels. La formule répondait également à la diversité des attentes. En fait, il y avait principalement deux profils dont il fallait tenir compte pour le mode de fonctionnement du réseau et le choix des sujets : l'enseignant du secondaire ou de classe préparatoire qui souhaite intégrer la recherche à son travail d'enseignant dans une perspective généraliste, même si le domaine de recherche est restreint ; l'enseignant ou le jeune doctorant qui inscrit l'enquête dans un travail de recherche pointu, en général l'écriture d'une thèse monographique (c'est ce deuxième groupe qui a été un vivier pour l'enseignement supérieur ; une quinzaine de correspondants ayant rejoint l'Université).

Une gestion complexe

- 33 Ce trop rapide aperçu donne une idée des contraintes qu'impose la gestion d'un tel réseau de plusieurs dizaines de chercheurs éparpillés dans toute la France. On en a déjà évoqué quelques-unes. Il est impératif d'avoir une connaissance du groupe et de faire de sa diversité non pas un obstacle mais un atout. Avoir une vision élitiste sans tenir compte des différences de formation, de conditions de travail et d'objectifs individuels, aurait conduit à l'échec. Le résultat final n'est pas la somme des contributions individuelles. La connaissance du groupe est aussi celle de ses domaines de prédilection et de moindre intérêt, de compétence et de moindre pertinence. Enfin, il faut avoir une idée des sources non seulement existantes, mais effectivement accessibles.
- 34 À titre d'exemple, l'idée de travailler il y a dix ans sur le temps des restrictions (1939-1949) était intellectuellement séduisante, sauf qu'alors les archives du ravitaillement n'étaient pas classées. De même, l'histoire des entreprises pendant la Seconde Guerre mondiale était un vrai défi, si ce n'est que les archives d'entreprises étaient peu versées et, alors, inaccessibles, et ne soulevaient pas l'enthousiasme d'historiens peu sensibilisés à l'histoire économique. L'échelle départementale était loin, en outre, d'être la plus adaptée. Dans tous ces cas pourtant, on obtint des résultats.
- 35 Gérer un tel groupe appelle un contrat équilibré. On a vu que le bénéfice était partagé. En tout cas devait-il l'être. Il faut en particulier que le travail de chacun ne disparaisse pas sous le travail du groupe et celui-ci sous le seul sigle du laboratoire qui l'abrite.
- 36 Toujours est-il que l'équilibre était extrêmement précaire et imposait une connaissance pointue du groupe. Il imposait aussi un investissement exceptionnel du laboratoire. On imagine la charge financière que représente l'organisation de réunions parisiennes deux ou trois fois par an avec des chercheurs venant de la France entière. Pendant une période, des contrats de recherche avec des institutions permirent de couvrir une partie de ces dépenses. Répondre à ces contraintes impliquait une égale conviction du directeur de laboratoire et du responsable du réseau qu'il y avait là une priorité absolue. En faire une priorité parmi d'autres ne pouvait suffire, compte tenu des sommes en jeu et du temps que prenait une telle gestion.

Quelle place pour le laboratoire dans l'organisation de la recherche ?

- 37 La réflexion sur ce travail en réseau permet de poser une question d'actualité qui dépasse l'étude de cas évoquée : l'équipe ou le laboratoire ? Le débat était important au moment où cet exposé était présenté, en novembre 1999. Le colloque lui-même en témoignait puisqu'il posait la question de la recherche collective en sciences sociales. Quant au ministère, il envoyait des signaux divergents depuis deux ans en augmentant les moyens récurrents des laboratoires mais en développant les instituts fédératifs de recherche (IFR), principalement dans les sciences de la vie. Il y avait en tout cas une unité dans le propos, la volonté d'accroître la capacité de pilotage par le ministère. Sur ce point, la situation n'a guère changé ; il en va autrement des crédits récurrents en 2003.
- 38 Toujours est-il que la question reste d'actualité : quelle doit être l'unité structurante, le laboratoire ou la fédération d'équipes ? Il faudrait d'emblée faire la différence entre les sciences dites dures et les sciences dites molles. Dans notre domaine, il me semble que l'exemple du travail de réseau ici présenté plaiderait plutôt pour le laboratoire comme

unité structurante et plutôt pour le maintien d'unités propres pour autoriser des liens nombreux et complexes.

- 39 Pour autant, il n'y a pas de modèle unique, de modèle référence de laboratoire. Quel critère privilégier dans l'organisation de la recherche ? Il faut bannir les regroupements qui répondent à des logiques administratives ; bannir encore les regroupements qui répondent à des logiques intégratives (ainsi l'objectif de réunir le plus de monde dans un collectif construit dans une perspective différente, comme on le voit pour ce qu'on pourrait appeler des sortes d'UFR de recherche) ; bannir ceux qui répondent à des logiques de pouvoir (l'instrumentalisation s'appuie en l'occurrence sur tel ou tel autre choix).
- 40 Le seul critère qui vaille est l'efficacité scientifique de l'institution conçue comme outil de recherche. Cela plaide-t-il pour des équipes restreintes ? Il faut une taille critique, tout en restant percutant, et cette taille est nécessaire, en particulier, pour susciter un travail collectif à une certaine échelle. Faut-il donc privilégier le modèle des grandes équipes ? Pas nécessairement, car les risques sont évidents de dispersion et de perte de puissance dans des interventions diverses et ponctuelles. On trouverait les mêmes interrogations, la même balance d'intérêts dans les modèles intermédiaires.
- 41 D'autant que se greffe la question majeure du temps. La remise en cause critique est au cœur de la démarche heuristique ; mais cette démarche a besoin de durée. La difficulté tient au fait que la question ne se pose pas dans les mêmes termes pour les individus et pour les structures. Le modèle INSERM qui impose la fermeture automatique des unités au bout de huit ou douze ans, offre une capacité de renouvellement et d'innovation structurelle qui mérite qu'on s'y attarde. C'est là un vaste débat qui dépasse l'objet de cette intervention, mais qui peut ouvrir d'autres perspectives, surtout à la lumière de ce qui est écrit dans le volume de ce *Cahier du Centre de recherches historiques*.
-

NOTES

1. Les responsables scientifiques, directeurs de la publication, et l'éditeur sont indiqués entre parenthèses.

AUTEUR

DENIS PESCHANSKI

CNRS/CHS